



**Conseil Municipal**  
**Séance du 13 décembre 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le treize décembre, à 19 h 00, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

**PRESENTS :** Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Laurent POUPIN, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE,

**POUVOIRS :** Madame Valérie BRARD-TRIGO donne son pouvoir à Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Monsieur Didier FERJOUX donne son pouvoir à Monsieur Pierre BREMOND, Madame Christine ROYER donne son pouvoir à Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Jean-Claude RICHARD donne son pouvoir à Madame Françoise DEBIN, Monsieur Sébastien PERE donne son pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD (arrivée à 21 h 05).

**Absents :** Monsieur Aymeric DUVAL,

**Secrétaire de séance :** Madame Laetitia BOURSIER

**§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance**

**19 h 25 : Arrivée de Monsieur Jean-François GERMON**

Le procès-verbal de la séance du 8 novembre 2019 est adopté à l'unanimité par les membres du conseil.

**§2- Délibérations**

**1- : Ouverture des crédits en investissement sur le budget 2020**

La Commune a lancé un certain nombre de programmes d'investissement fin 2019 dont découlent des engagements contractuels et financiers début 2020.

Pour autant, les engagements financiers pris début 2020 ne peuvent pas être honorés d'un point de vue comptable tant que les crédits d'investissement n'ont pas été ouverts dans le cadre du budget primitif 2020.

Aussi, sans préjuger des montants qui seront votés au budget primitif 2020, et afin de permettre aux services de travailler sur la section d'investissement avant l'adoption du BP 2020, il vous est proposé :

- d'autoriser l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette en vertu de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- d'ouvrir 25 % des crédits du budget primitif de l'exercice 2019 des dépenses d'investissement conformément à la réglementation, dans l'attente du vote du budget primitif 2020, selon la répartition par chapitre (niveau de vote du budget) comme suit :

	Intitulé	Total budget 2019	Ouverture BP 2020 (25% crédit BP 2019)
OPERATION 110	ENVIRONNEMENT	136 500.00	34 125.00
OPERATION 120	BIBLIOTHEQUE	20 992.04	5 248.01
OPERATION 130	MAIRIE	47 270.80	11 817.70
OPERATION 140	ECOLE	133 040.00	33 260.00
OPERATION 150	SALLE POLYVALENTE	14 270.00	3 567.50
OPERATION 160	AUTRES BATIMENTS	182 592.00	45 648.00
OPERATION 180	LA MOURAUDERIE	2 257.00	564.25
OPERATION 210	ATELIER TECHNIQUE	23 480.00	5 870.00
OPERATION 240	AMENAGEMENT DE LA PLAGE	4 414.00	1 103.50
OPERATION 280	CENTRE BOURG	18 370.41	4 592.60
OPERATION 290	PLAN MULTISENSORIEL SPATIAL	20 000.00	5 000.00
OPERATION 300	AMENAGEMENT RUE DES BOULEAUX	19 200.00	4 800.00
OPERATION 310	AMENAGEMENT QUARTIER MOURAUDERIE	32 166.00	8 041.50
OPERATION 320	RESTAURANT SCOLAIRE	2 357.68	589.42
OPERATION 330	PUYGREMIER	41 328.00	10 332.00
OPERATION 340	MAISON DE SANTE	4 500.00	1 125.00
TOTAL		<b>702 737.93</b>	<b>175 684.48</b>

Le Maire est aussi en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement du capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Le conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré,

**Approuve le fait d'adopter, selon les modalités ci-dessus, l'ouverture par anticipation des crédits de dépenses d'investissement de l'exercice 2020 pour le Budget général, conformément à l'article L1612-1 du CGCT.**

**Adopté à l'unanimité**

## 2 : Décisions modificatives

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le maire explique qu'il est nécessaire de prendre une décision modificative

### Travaux en régie 2019

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.)	Montant	Article (Chap.) -	Montant
2128 (040) Aménagement	41 961.42	722 (042) immobilisations corporelles	90 643.48
21311 (040) Hôtel de ville	9 032.44	7067 Redevances Périscolaire	- 10 000.00
21318 (040) Autres bâtiments publics	39 649.62	73111 Taxes foncières	- 12 643.48
2041632 20) Participations	- 90 643.48	7351 TCFE	- 40 000.00
		74711 Emploi jeunes	- 17 000.00
		7478 Autres organismes	- 11 000.00
Total Dépenses	0	Total Recettes	0

Après délibération, le conseil municipal approuve cette décision modificative.

Adopté à l'unanimité

### 3- Décisions modifications budget Parc de la Bélardière

Retirer car sans objet

### 4- Participation déplacement de la cuve à gaz

La cuve à gaz aérienne, alimentant en gaz le chauffage de l'église, était devenue obsolète. Dans le cadre des travaux du centre bourg et suite à l'accès libre du jardin entourant l'église, il a été demandé à l'association cultuelle de la remplacer par une cuve enterrée.

L'échange a été réalisé le 2 décembre 2019. Le coût supporté par l'association est de 1 441.20 € TTC

Après délibération, le conseil décide de prendre en charge l'intégralité de la dépense. La somme sera imputée au budget 2020 sur l'article 6188.

Adopté à l'unanimité

### 5 – Participation financière pour l'association « le twirling-club »

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil du courrier de la présidente du Twirling Club sollicitant une subvention de 300€.

Après délibération, le conseil décide de verser à titre exceptionnel une subvention d'un montant de 300€

Pour : 17 Abstention : 2

## **6- Subvention Amitiés Burkinabés Pô Dissay**

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil municipal du courrier du président de l'association qui sollicite une aide financière d'un montant de 1 163€

Après délibération, le conseil décide de verser à cette association une subvention d'un montant de 1 000€.

Adopté à l'unanimité

## **7- Versement du Fonds de concours PPI voirie**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil, la délibération du 14 décembre 2018, par laquelle était acté le versement d'un fonds de concours à la Communauté Urbaine de Grand Poitiers pour abonder le Plan Pluriannuel d'Investissement voirie.

Il convient de compléter cette délibération en indiquant que le versement de ce fonds de concours peut se faire par acompte.

Après délibération, le conseil adopte le principe du versement par acompte du fonds de concours au PPI voirie de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers.

Adopté à l'unanimité

## **8- Convention pour pose plaque de rues**

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que dans le cadre des travaux du centre bourg, il a été prévu la pose de plaques rues. Une convention sera établie avec les propriétaires lorsque celles-ci seront posées sur un bâtiment.

Après délibération, le conseil valide les termes de la convention et autorise monsieur le Maire à signer celle-ci.

Adopté à l'unanimité

## **9- Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)**

Le dispositif Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) a pour objectif de démontrer que l'exclusion sociale due à la privation d'emploi, vécue depuis des décennies par la majorité des chômeurs de longue durée, n'est pas inéluctable.

Une loi portée par le député Laurent GRANDGUILLAUME promulguée en 2016 a permis de lancer une première expérimentation avec son fonds dédié. En 2017, l'État a retenu une dizaine de territoires afin de créer des Entreprises à but d'emploi (EBE). Lors de la présentation de sa stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté en septembre 2018, le Président de la République a annoncé l'extension de l'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée" à 50 autres territoires.

Dans cette perspective, il vous est proposé de s'impliquer dans cette démarche souhaitée par Grand Poitiers pour cette future vague d'expérimentation en devenant territoire volontaire et en participant activement à la définition du projet porté par un collectif d'acteurs autour du Comité des alternatives poitevines pour l'emploi et l'entraide (Capee).

La Commune de DISSAY compte à ce jour 20 chômeurs de longue durée.

Suite à l'appel à candidatures lancé par Grand Poitiers, six communes ont manifesté leur intérêt pour s'inscrire dans le dispositif Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée : Buxerolles, Migné-Auxances, St Sauvant, Poitiers, Jaunay-Marigny, Dissay et Chauvigny.

Issue de la loi de 2016 et mise en place à partir de 2017 dans dix territoires français, l'expérimentation repose sur un principe : convertir les prestations sociales de chômeurs en revenu d'activité par le biais d'embauches dans des entreprises à but d'emploi (EBE), qui développent des activités non couvertes par le marché concurrentiel.

Lors d'une récente rencontre, les Communes de DISSAY et de JAUNAY MARIGNY ont évoqué la possibilité de proposer à leurs conseils municipaux :

Après délibération, le conseil décide :

- De formaliser l'intérêt de la commune pour ce dispositif par une délibération,
- De positionner l'association APPUI, comme organisme chargé de sa mise en œuvre sur le Nord de Grand Poitiers.
- D'autoriser monsieur le Maire à signer les documents afférents à ce dossier.

Adopté à l'unanimité

## **21H 05 : Arrivée de Monsieur Jean-Claude RICHARD**

### **10- Prêt de salle pour les candidats aux élections**

Monsieur Le Maire informe l'assemblée que, selon l'article L.2144-3 du code général des collectivités territoriales, *« des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations, syndicats ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation. »*

Monsieur le maire informe l'assemblée que les communes ne sont pas tenues de mettre à disposition des candidats des salles pour leurs réunions publiques. Cependant le prêt est possible même à titre gratuit sans que cela ne contrevienne aux règles de financement des campagnes électorales et en particulier à l'article L.52-8 du code électoral.

Monsieur le maire rappelle que dans tous les cas, les communes doivent s'astreindre à respecter le principe d'égalité entre les candidats en offrant à chacun les mêmes possibilités, aux mêmes conditions.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à prêter à titre gracieux et selon les disponibilités :

- la salle des associations (max 100p),
- la salle du conseil,
- la salle polyvalente.

Adopté à l'unanimité

### **§ 3 – Questions et informations diverses**

Monsieur le Maire informe les membres du conseil du courrier reçu de la part de M & Mme POUPAULT, maraîchers sur le marché de leur cessation d'activité, ainsi que de leurs remerciements auprès de la collectivité pour le maintien du marché hebdomadaire.

#### **- Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission.

La séance est levée à 23 h 35

Prochains conseils:

- Commission de finances le 03/02 à 18 h 30
- Conseil municipal le 12/02 à 18 h 30